

Chachipe Up-date on Roma asylum seekers from the Balkans

In brief

- About 10,000 Serbian nationals, in their majority Roma or ethnic Albanians applied for asylum in EU member states in 2011, of which approximately 4,000 were repatriated to Serbia, immediately.

Source: Serbian Prime Minister, Interview with the Pester Lloyd, 24.02.11

- About 8,000 asylum applications between September and December 2010 in Belgium, Germany and Sweden.

Source: Blic, 6.02.11

- Serbia has tightened its border controls and expects the support from the EU.

Source: Serbian Prime Minister, Interview with the Pester Lloyd, 24.02.11

- Several EU countries, including Belgium, have introduced quick procedures in order to proceed with asylum applications from asylum seekers from the Balkans.

Belgium deported some hundred asylum seekers, in 2010, and awaits the signature of a readmission agreement with Kosovo (so-called Benelux agreement, with Belgium, the Netherlands and Luxembourg)

Source: La libre Belgique, 28.01.11

On 10 February 2011, **France** deported 93 Roma and ethnic Albanians asylum seekers to Macedonia.

Source: Le Monde, 17.02.11

In the first week of February, another group of 60 asylum seekers were deported from **Germany** to Macedonia. This is the second group after the deportation of 36 asylum seekers in December.

Source: Le Monde, 17.02.11

Serbie/UE

DEMANDEURS D'ASILE FAUX MENACENT LE SCHENGEN BLANC



Le 5 février 2011

La possibilité de voyager sans visas aux pays de „Schengen“ a été vécue par certains citoyens de Serbie comme manière d'améliorer leur mauvaise situation sociale et économique de sorte qu'ils ont demandé l'asile politique à l'UE. Bruxelles laisse entendre que la Serbie est un pays démocratique et que ses citoyens ne peuvent pas être considérés comme réfugiés, et que l'abus de la libéralisation du régime de visas

pourrait menacer les futures intégrations européennes. Plus de détails de la plume de Sandra Pekic.

L'asile aux Etats de l'Europe occidentale au cours des neuf premiers mois de l'année dernière a été demandé par presque dix mille citoyens de Serbie, beaucoup plus que de citoyens des pays au risque élevé tels la Somalie ou l'Irak. Selon les données du ministère de l'Intérieur, l'asile aux Etats de l'Europe occidentale, le plus souvent en Suède, Norvège, Belgique et Allemagne, a été demandé généralement par des citoyens de Belgrade et de Pancevo, mais aussi par un grand nombre d'habitants des villes dans le Sud de la Serbie, a déclaré Zorica Djokic Milovanovic du ministère de l'Intérieur.

„Depuis la levée des visas jusqu'à aujourd'hui, le ministère de l'Intérieur a délivré environ trois millions de passeports biométriques, mais il est prêt à réagir résolument en cas de leur abus“, a déclaré Zorica Djokic Milovanovic en ajoutant que le ministère de l'Intérieur coopère avec les ministères européens dans la réalisation de l'Accord sur la réadmission aussi, sur la base duquel à la Serbie sont extradés ses citoyens qui séjournent illégalement à l'étranger.

Les représentants du „Groupe 484“ ont souligné qu'outre le phénomène des „demandeurs d'asile faux“ était de nouveau actualisée la situation dans laquelle se trouvent les revenants d'Europe qui avaient quitté la Serbie il y a plus de 10 ou 15 ans. Il s'agit des gens qui sont partis aux pays occidentaux en raison de la discrimination et des guerres en ex-Yougoslavie, mais à qui le statut de réfugié est actuellement supprimé et ils doivent regagner leur pays originaire.

„Ce qui est un problème, c'est qu'en une Serbie pauvre arrive un grand nombre de revenants menacés, le plus souvent de ressortissants de la minorité nationale rom, non-éduqués et pauvres“, a constaté Danilo Rakic du „Groupe 484“, organisation non-gouvernementale qui œuvre de manière intense aux programmes d'intégration des revenants. Les conditions dans lesquelles ces gens reviennent et tentent d'entamer une nouvelle vie dans la patrie sont plus que difficiles. Selon Rakic, les enfants des revenants qui ne parlent ni la langue rom, ni la langue serbe, mais la langue du pays d'où ils viennent, sont dans une situation très difficile. Ces enfants ne peuvent souvent pas s'inscrire dans les écoles régulières en Serbie, ni valider leurs diplômes de l'étranger.

Les Etats de l'UE ont félicité la Serbie du fait qu'elle a réagi de manière responsable et efficace dans le cas des demandeurs d'asile en les faisant revenir dans le pays, conformément aux Accords sur la réadmission. Cependant, pour que le retour soit durable, il est nécessaire de réintégrer les revenants dans la société serbe. Dans le cas contraire, un grand nombre d'entre eux, comme le montre la pratique, tentera d'aller de nouveau aux pays de l'UE par des canaux illégaux.

http://glassrbije.org/F/index.php?option=com_content&task=view&id=14594&Itemid=28

Bruxelles menace encore de réimposer les visas aux ressortissants des Balkans

Traduit par Jacqueline Dérens

Sur la Toile :



Publié dans la presse : 6 février 2011

Mise en ligne : mardi 8 février 2011

Face à la très forte hausse du nombre de demandeurs d'asile originaires des Balkans, l'UE met en garde. Si les pays ne prennent pas de mesures pour enrayer le phénomène, Bruxelles brandit la menace du retour au régime des visas. Encore une fois.



Alors que la Serbie a rempli et remis son questionnaire de candidature à l'adhésion à la Commission européenne le 31 janvier, Bruxelles a émis un avertissement sérieux. Faute de « stratégie concrète pour réduire le nombre d'immigrants illégaux » l'UE pourrait bien remettre les visas en vigueur pour les citoyens de Serbie, de Macédoine et des autres pays des Balkans, selon le quotidien *Blic*.

De septembre à décembre 2010, pas moins de 8.000 personnes auraient essayé de s'installer en Suède, en Allemagne ou en Belgique. La plupart étant des Albanais du sud de la Serbie et des Rroms.

Certains pays découragent « les faux demandeurs d'asile en supprimant la somme d'argent qu'ils accordaient aux demandeurs » précise *Blic*, qui conclut « qu'il est clair, que cela n'a pas donné beaucoup de résultats ».

En Serbie, les demandes d'asiles ont doublé depuis 2009

En Serbie, le nombre de demandeurs d'asile a été multiplié par deux depuis 2009 et on s'attend à ce qu'il s'accroisse encore en 2011. La plupart de ces demandeurs ne font que transiter par la Serbie : leur rêve est de rejoindre un pays de l'Union Européenne. C'est pourquoi Bruxelles menace de réimposer les visas.

Dans le seul centre de Banja Koviljača, à l'Ouest du pays sur la frontière avec la Bosnie-Herzégovine, il y avait 75 demandeurs d'asile fin janvier 2011 soit deux fois plus qu'à la même époque l'année précédente. Ce sont en majorité des mineurs venus d'Afghanistan, d'Irak, d'Iran, de Somalie ou de Palestine dont la plupart ont été forcés à quitter leur pays.

<http://balkans.courriers.info/article16851.html>

DACIC: VISA LIBERALIZATION HAS NOT BEEN THREATENED

February 23, 2011

Serbian Interior Minister Ivica Dačić said that visa liberalization for Serbian citizens was not threatened at this moment and that everything will be done in order for the situation to remain so. He told a press conference that in 2010, some 10,000 Serbian citizens asked for an asylum in EU member-states and that more than 4,000 of them have been returned to Serbia on the basis of a readmission protocol. More from Slađana Pavić.



Serbia is ready to face all the challenges of visa liberalization – both the positive and the negative ones, said Dačić, adding that some 100 citizens of other countries seek asylum in Serbia annually. He said that measures for the prevention of visa liberalization abuse had been taken, starting from public activity to stricter border to control. He added it would be established if there was an organized misuse of visa liberalization. He called on EU member-

states to revise their regulations which, as he said, boost the abuse of asylum applications. He emphasized that asylum seekers from Serbia were mostly people of Roma and Albanian nationality. He stressed EU membership was Serbia's basic foreign priority, which entails the promotion of capacities of border police and other services. It is necessary to further improve border administration, which is to contribute to a better flow of people and goods and battle against organized crime, said Dacic, presenting the results of the Twinning projects for integrated border administration.

The head of the EU delegation in Serbia, Vincent Degert, said a lot had been done to provide border control and prevent visa liberalization abuse.

We expect further cooperation and stricter border control, especially in EU member-states such as Hungary and Slovenia, he said. Speaking of the Twinning Project for Integrated Border Management, he said 300 million passengers crossed EU borders every year and 200 million customs declaration were processed, which task represents a huge challenge. He added border security did not require only the equalization of national regulations with EU ones, but also stronger and better-equipped border control services.

Degert assessed that Serbia, as a country on the crossroads, has a strategic position, which meant more risk, but that so far it has been efficient in curbing traffic in people and narcotics. The Twinning project of integrated border management, worth 1.6 million EUR, has been implemented since September 2009, in partnership with interior, agricultural and water management ministries and the competent institutions of Hungary and Austria.

http://glassrbije.org/E/index.php?option=com_content&task=view&id=13857&Itemid=32

DACIC: LIBERALISATION DU REGIME DE VISAS N'EST PAS MENACEE

23/02/2011

Le ministre de l'Intérieur de Serbie Ivica Dacic a déclaré qu'en ce moment la libéralisation du régime de visas pour les citoyens de Serbie n'était pas menacée et que dans la période à venir serait fait tout pour que cela reste ainsi. Dacic a déclaré à une conférence de presse que l'année dernière environ dix mille citoyens de Serbie avaient demandé l'asile dans les pays de l'UE, et que plus de quatre mille avaient été renvoyés en Serbie sur la base du Protocole sur la réadmission. La rubrique est signée Sladjana Pavic.

La Serbie est prête à confronter tous les défis de la libéralisation du régime de visas, positifs et négatifs, a déclaré Dacic en indiquant qu'environ 100 citoyens d'autres pays demandent annuellement l'asile en Serbie. Il a déclaré qu'avaient été prises de différentes mesures afin d'empêcher l'abus de la libéralisation du régime de visas à partir des activités publiques jusqu'à un contrôle plus rigoureux des frontières, et que serait vérifié s'il existe un abus organisé de la libéralisation du régime de visas. Il a également appelé les pays de l'UE à réviser leurs règlements qui, comme il l'a indiqué, stimulent l'abus de demandes d'asile. Dacic a souligné que parmi les demandeurs d'asile de Serbie il y avait le plus de Roms et d'Albanais. Selon lui, l'adhésion à l'UE est la principale priorité de politique étrangère de Serbie, et cela sous-entend également la promotion des capacités des polices frontalières et d'autres services.

„Ce qui est nécessaire, c'est une future promotion de l'administration de frontières qui contribuera à une meilleure circulation des gens et des marchandises et à la lutte contre le crime organisé“, a déclaré Dacic en présentant les résultats du projet Twinning pour l'administration intégrée de frontières. Le chef de la délégation de l'UE en Serbie Vincent Dégert a déclaré que beaucoup avait été fait afin d'assurer le contrôle des frontières et d'empêcher l'abus de la libéralisation du régime de visas. „Nous nous attendons à une future coopération, aux contrôles plus rigoureux sur les frontières et au renforcement du contrôle de la part des pays de l'UE, avant tout la Hongrie et la Slovénie qui sont 'les plus menacées'“, a déclaré Dégert. En se penchant sur le projet Twinning pour l'administration intégrée de frontières, il a indiqué que chaque année 300 millions de passagers passaient les frontières de l'UE, et qu'étaient traitées 200 millions de déclarations douanières et que cette affaire était un grand défi. Il a ajouté que pour la sécurité des frontières il ne suffisait pas seulement d'égaliser les règlements nationaux avec ceux d'Europe, et qu'il était indispensable de renforcer et de mieux équiper les services de contrôle sur les frontières.

Dégert a constaté que la Serbie, en tant que pays sur le carrefour des routes avait une position stratégique et que cela signifiait plus de risques, mais que jusqu'à présent elle avait été efficace dans la suppression du trafic d'êtres humains et de stupéfiants. Le projet Twinning de contrôle intégré de frontières, d'une valeur de 1,6 million d'euros, a été réalisé depuis septembre 2009 en partenariat des ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture et d'Industrie d'eau et des institutions compétentes de Hongrie et d'Autriche.

http://glassrbije.org/F/index.php?option=com_content&task=view&id=14794&Itemid=34

1,700 false asylum seekers returned to Serbia

12 February 2011 | 15:08 | Source: Beta

BELGRADE -- 1,700 citizens, who requested asylum in the EU countries for economic reasons, were returned to Serbia in 2010 in accordance with the readmission agreement.



(Beta, file)

According to Serbian Interior Ministry's information, 1,711 "false asylum seekers" were returned to Serbia in 2010.

They go to Western European countries in search of a better life, Human and Minority Rights Ministry wrote in a statement.

They were returned to Serbia after Serbian police had checked their identity and citizenship status and given their consent to return them to the country, it is said in the statement. It also adds that the EU has assessed that there is no political or ethnic persecution in Serbia and that the motives for asylum are strictly economic ones.

The largest number of countries that Serbia has signed the readmission agreement with did not want to assume responsibility for financial and social reintegration of the citizens who were returned.

The ministry pointed out that the Serbian authorities were conducting a campaign aimed at informing the citizens about the rights and restrictions that accompanied the visa liberalization in order to prevent abuse of the visa liberalization and the asylum institution in the EU member states.

The authorities have also stepped up control at border crossings.

A strategy for reintegration of the returnees was adopted in February 2009 in order to stop the migration. The National Strategy for Improvement of Roma Position in Serbia, which was adopted by the government in April 2009, is also very important bearing in mind that Roma make 70 percent of false asylum seekers.

http://www.b92.net/eng/news/politics-article.php?yyyy=2011&mm=02&dd=12&nav_id=72682

c) Pester Lloyd / 08 - 2011 **SERBIEN** 24.02.2011

Regierungskrise beendet?

Serbische Regierung unter Druck von vielen Seiten

Die serbische Innenpolitik wird seit Wochen durch eine geplante Kabinettsumbildung beherrscht, die einen fragilen Zustand der derzeitigen Regierung spiegelt. Hintergrund dafür ist auch der Druck der Straße, der wegen wirtschaftlicher Not, stark gestiegener Arbeitslosigkeit und als zum Teil ungerecht empfundener Sparmaßnahmen und Reformen in den letzten Wochen zugenommen hat.



Druck gibt es auch aus der Ecke der nationalen bzw. nationalistischen Parteien, die aus der schwierigen ökonomischen Lage des Landes Profit zu schlagen versuchen.

(...)

Der serbische Innenminister Ivica Dacic hat die Aufhebung der Visapflicht für Serben Ende 2009 in die EU als Erfolg bezeichnet. 2010 hätten allerdings 10.000 serbische Bürger Asyl in einem EU-Land beantragt, "die meisten davon Roma und

Albanier", von denen seien 4000 umgehend nach Serbien zurückgeschickt worden. Sein Ministerium arbeitet an Mechanismen, die die Kontrollen an den Grenzen effizienter gestalten sollen, vor allem aber will er dem "organisierten Missbrauch der Visaliberalisierung" den Kampf ansagen. So konnte man die Zahl der in der EU um Asyl ansuchenden im Januar auf 500, im Vergleich zu 1160 im Dezember 2010 drücken.

(...)

red. / S.R.

http://www.pestlerlloyd.net/2011_08/08regierungskriseSerb/08regierungskrisenserb.html

Belgique/Belgium

Vrais Roms, faux Kosovars

Christophe Lamfalussy

Mis en ligne le 28/01/2011

Une nouvelle vague de demandeurs d'asile : des Roms des Balkans qui affirment venir du Kosovo. Leurs papiers sont faux. La plupart sont déboutés.

La Belgique est confrontée à une nouvelle vague de demandeurs d'asile venus des [Balkans](#), dans leur grande majorité des Roms qui sont déboutés et renvoyés chez eux. Le gouvernement, mais aussi le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA), entendent délivrer "un signal fort" pour décourager les candidats et éviter un effet d'entraînement, a appris "La Libre Belgique".

En février 2010, des centaines de candidats étaient arrivés de [Macédoine](#) et de [Serbie](#), alléchés par des promesses de permis de travail et de jours meilleurs. La plupart avaient fait le trajet dans des bus affrétés par des agences locales contre paiement de 130 euros. Le Premier ministre [Yves Leterme](#) et le secrétaire d'Etat à la Migration et à l'Asile Melchior Wathelet s'étaient rendus dans les Balkans aussitôt pour dissuader d'autres candidats. L'effet fut immédiat. En mars, les chiffres étaient retombés.

Cette vague-ci est plus complexe. Les demandeurs d'asile affirment venir du [Kosovo](#) et sont à 75 % des Roms et à 25 % des albanophones. Plusieurs disent être victimes de racket et de traumatismes liés à la guerre.

"Un grand nombre ne présente pas de documents, ou présente des documents falsifiés", indique [Dirk Van den Bulck](#), commissaire général du CGRA. Le Commissariat est chargé d'étudier les dossiers des demandeurs d'asile, à charge pour l'Office des Etrangers de rapatrier le candidat si la décision est négative. *"Notre politique est de traiter ces demandes de*

manière accélérée pour donner clairement un signal", dit M. Van den Bulck. Le délai fixé est d'un mois maximum. Près de 35 personnes travaillent au CGRA sur les dossiers kosovars.

En 2010, le Kosovo représentait la principale source de demandes d'asile en [Belgique](#), devant l'[Irak](#), la Russie et l'[Afghanistan](#). A raison de 200 par mois, à la fin 2010, le Kosovo a atteint 1 848 dossiers pour l'année. Mais seules 83 personnes ont reçu le droit d'asile et la protection des autorités belges. Toutes les autres ont été rejetées. La Belgique est l'un des quatre pays européens les plus sollicités, avec l'[Allemagne](#), la [France](#) et la [Suède](#). Ces quatre pays captent 86 % des demandes estampillées Kosovo.

Selon plusieurs sources, bon nombre de ces Roms "kosovars" viennent en fait des pays voisins - la Serbie et la Macédoine - d'où émanait la première vague de 2010. Ils disposent d'un passeport qui les autorise à voyager librement dans l'[UE](#), le dissimulent à l'Office des Etrangers à leur arrivée à [Bruxelles](#) et optent pour une pseudo-citoyenneté kosovare en espérant que la guerre de 1999 (où les Roms furent accusés de "collaborer" avec les Serbes) fera pencher la balance en leur faveur. Pour être admis, un demandeur d'asile doit, en effet, encourir un risque de persécution pour des raisons de race, de religion ou d'appartenance à une communauté, notamment.

"Le Kosovo n'est pas un pays candidat à l'UE, confirme [Ivan Ivanov](#), directeur du European Roma Information Office (Erio). Les autres, comme la Serbie et la Macédoine, sont sous étroite surveillance de la Commission européenne pour le respect des minorités. Ce n'est pas le cas du Kosovo. Du coup, les Roms demandent l'asile en se revendiquant Kosovars et victimes de l'après-guerre."

Avec un chômage élevé à plus de 30 %, le jeune pays accorde peu d'attention à sa minorité rom. Il est bien plus intéressé à batailler pour sa reconnaissance. Car cinq pays de l'Union européenne refusent toujours de reconnaître le Kosovo, déclaré indépendant en 2008.

Des pays comme la Belgique, l'Allemagne, la France et la [Suisse](#) en ont profité pour signer des accords de réadmission bilatéraux avec le Kosovo. Du pain bénit : les premiers se débarrassent de leurs encombrants Roms; le Kosovo obtient par des accords bilatéraux les accords qu'il ne peut pas signer avec l'UE.

Des organisations comme [Human Rights Watch](#) (HRW) l'ont dénoncé en octobre dernier, accusant les Européens de renvoyer "les plus vulnérables du Kosovo vers une situation de discrimination, d'exclusion, et de pauvreté".

En 2010, la Belgique a renvoyé, sur lignes régulières et sous escorte, une centaine de ressortissants du Kosovo. Le rapatriement forcé est une exception. La plupart des gens déboutés quittent le territoire de leur plein gré ou se fondent dans l'illégalité. Mais que faire de ceux qui arrivent maintenant, si on n'est pas sûr qu'ils viennent du Kosovo ? Au cabinet de Melchior Wathelet, Sophie Bultez, conseillère, assure que la Belgique ne renvoie les candidats recalés que quand elle est certaine du pays dont ils sont originaires. *"En toute modestie, dit-elle, on est un des bons élèves de l'[Europe](#)."*

Malgré l'incertitude sur la nationalité des Roms, Melchior Wathelet maintient son projet de se rendre au Kosovo pour boucler son tour des Balkans. Il attend la signature d'un nouvel accord de réadmission entre le Benelux et le Kosovo. Le secrétaire d'Etat fera, comme ailleurs, passer le message dans les médias locaux.

Mais les Roms l'entendront-ils ?

<http://www.lalibre.be/actu/international/article/638836/vrais-roms-faux-kosovars.html>

France

Macédoine: une centaine de demandeurs d'asile rapatriés depuis la France

AFP | 17.02.11 | 18h23

Une centaine de Macédoniens qui s'étaient rendus en France pour y demander l'asile mais ne l'ont pas obtenu ont été rapatriés en Macédoine, a rapporté jeudi la télévision privée Alsat.

Ce groupe de 93 demandeurs d'asile, des Roms et des Albanais de Macédoine, qui ont passé quelques mois à Lyon (centre-est de la France), est arrivé à l'aéroport d'Ohrid (sud-est de la Macédoine), selon la même source.

Les demandeurs d'asile ont déclaré aux journalistes, à leur arrivée en Macédoine, qu'ils avaient tenté de trouver un travail en France mais qu'ils avaient été rapatriés parce que leurs demandes d'asile avaient été rejetées.

Il s'agissait du premier groupe de demandeurs d'asile rapatriés en Macédoine depuis la France.

La Serbie, la Macédoine et le Monténégro ont obtenu en décembre 2009 la levée de l'obligation de visa pour leurs ressortissants se rendant dans les 25 pays de l'espace Schengen, pour la plupart des pays de l'Union européenne.

Plusieurs pays de l'UE, notamment la Suède, la Belgique et l'Allemagne, ont vécu depuis un afflux de demandeurs d'asile en provenance de ces pays des Balkans, pour la plupart des Roms et des Albanais.

La Commission européenne a récemment fait part de ses inquiétudes concernant l'afflux de demandeurs d'asile venus de Serbie et de Macédoine, en avertissant que l'obligation de visa pourrait être réintroduite si les autorités n'arrivent pas à prévenir ce phénomène.

Un groupe de 60 demandeurs d'asile macédoniens rapatriés depuis l'Allemagne ont tenté la semaine dernière d'attaquer et d'insulter les journalistes qui couvraient leur arrivée à l'aéroport de Skopje.

Il s'agissait d'un deuxième retour organisé de demandeurs d'asile macédoniens depuis l'Allemagne, un premier groupe de 36 personnes ayant été rapatrié en décembre.

La levée de l'obligation de visa a par ailleurs été accordée à partir de la mi-décembre à l'Albanie et à la Bosnie-Herzégovine.

jmi/sm/plh

http://www.lemonde.fr/depeches/2011/02/17/macedoine-une-centaine-de-demandeurs-d-asile-rapatries-depuis-la-france_3214_236_44411222.html

Macedonian Asylum Seekers Arrive From France

An Air France plane arrived in Ohrid late on Thursday with 93 asylum seekers from Macedonia, mainly Roma and ethnic Albanians, who were deported from France.

18 FEB 2011 / 08:06

Alsat M



The plane landed at the Ohrid airport.

“We come from France. We stayed there for two months. We are coming back because we were deported. We stayed there at a hotel but we did not find any jobs,” one returnee said.

“We were there for four months before they deported us,” another man said. “I worked there illegally and the police caught me. I stayed at my relatives. There are many like me there who work without permission. We went to France through an agency,” he told media.

One man who was at the airport explained that he was waiting for his relatives to arrive on the

flight.

“They left for France four months ago to seek asylum. They are coming back because France has also been hit by the economic crisis. I do not know where they stayed but they fled from Macedonia because of the poverty,” the man said.

There was a heavy police presence at the airport for the return of the asylum seekers. This step was taken after an incident at the Skopje airport last week, when several deported asylum seekers attacked the media crews at the Skopje airport who were there to film their arrival.

The first groups of asylum seekers from Macedonia and neighboring countries were reported at the beginning of 2010, shortly after the EU scrapped visas for citizens of Macedonia, Serbia and Montenegro and allowed them to travel to most EU countries as tourists.

Following the dramatic increase in asylum applicants headed to western Europe from Macedonia, EU states complained and threatened to scrap the visa-free regime. The authorities in Skopje then attempted to clamp down on the departures by closing two tourist agencies and fining six more who organised transport to EU countries.

<http://www.balkaninsight.com/en/article/group-of-macedonian-asylum-seekers-arrives-from-franc>

Allemagne/Germany

NACH DRUCK DER BEHÖRDE – RÜCKKEHR INS NICHTS

Roma reisen „freiwillig“ nach Mazedonien aus

Zwei der Asyl suchenden Roma-Familien aus Mazedonien, die in den vergangenen Monaten im Kreis untergebracht waren, kehren nun zurück. Die Familie Sulejmanovski ist am Freitag abgereist, Familie R. wartet noch auf einen Pass.

AXEL HABERMEHL

Tübingen / Plauen. Die Familien reisen aus unterschiedlichen Gründen zurück. Das Ehepaar R. (Name ist der Redaktion bekannt) fühlte sich von den deutschen Ausländerbehörden so sehr unter Druck gesetzt, dass es eine Erklärung zur „freiwilligen Ausreise“ unterschrieb. Die Familie Sulejmanovski geht, um eine kranke Großmutter zu pflegen.

Gegen die Ablehnung ihrer Asylanträge hatten die Familien, die beide im Herbst eingereist waren (wir berichteten), noch gerichtlich geklagt. Zu groß war – im Fall der Familie R. – die Angst vor der Blutrache, die ihnen in Mazedonien drohe. Zu groß war – bei den Sulejmanovskis – der Wunsch der Eltern, die beiden acht und 14 Jahre alten Töchter hier zur Schule schicken zu können.



Sie sind inzwischen abgereist (von links): Ilmije, Fatmira, Ebru und Ismet Sulejmanovski. Bild: Sommer

Mitglieder beider Familien hatten früher schon in Tübingen gelebt. Das Ehepaar Sulejmanovski kam erstmals in den 90er Jahren. Zwei ihrer drei Töchter wurden hier geboren. Nach sieben Jahren wurde die Familie damals abgeschoben. Im letzten September kehrten sie zurück und beantragten erneut Asyl. „Das war kein Leben, da hatten wir keine Zukunft“, sagte Ilmije Sulejmanovski damals über die Jahre in Mazedonien. Nun ist ihre Mutter im heimatlichen Bitola schwer erkrankt und muss gepflegt werden. Das übernimmt zur Zeit die älteste Tochter der Sulejmanovskis. Diese ist aber erst 18 Jahre alt und wurde kürzlich operiert. Sie alleine kann die Pflege der Großmutter nicht bewältigen. Deshalb haben sich ihre Eltern entschlossen, in die ungeliebte Heimat zurückzukehren. Am Donnerstag bekamen sie im Tübinger Landratsamt ihre Pässe, gestern ging der Bus nach Skopje.

Auch die Familie R. wird wohl bald im Bus Richtung Südosten sitzen. Die Familie, die während ihres Asylverfahrens widerrechtlich getrennt wurde, hat ebenfalls der „freiwilligen Rückkehr“, wie es im Amtsdeutsch heißt, zugestimmt. Die Reise verzögert sich aber noch, weil der Pass ihrer jüngsten Tochter, die im November hier geboren wurde, noch nicht vorliegt.

Der Vater, Gejzo R. behauptet, die sächsische Ausländerbehörde habe die Zustimmung zur freiwilligen Rückkehr erschlichen. Seiner Darstellung zufolge sei seiner Frau, die kein Deutsch verstehe und überdies Analphabetin sei, ein Papier vorgelegt worden, auf dem sie den Erhalt ihres Taschengeldes quittieren solle. In Wahrheit habe sie mit drei Kreuzen

die Erklärung der freiwilligen Ausreise unterschrieben. Dagegen vorgehen will die Familie aber nicht mehr. Herr R. berichtet, seine Familie sei seit Wochen unter Druck gesetzt worden: „Wir waren wie Gefangene, jeden Tag sagten sie, wir müssten gehen. Jetzt haben wir keine Kraft mehr zu kämpfen“, klagt er.

Ob diese Geschichte stimmt, muss vorerst offen bleiben. Bei der zuständigen Ausländerbehörde der Landesdirektion Chemnitz war gestern niemand zu erreichen. Franz Spindler, der Anwalt der Familie, kann sich kaum vorstellen, dass die Behörden in Sachsen zu derartigen Methoden greifen. Obwohl er schon glaubt, „dass sie die Leute doch sehr drängen. Druck wird auf jeden Fall ausgeübt“. Er versteht nicht, warum seine Mandanten jetzt aufgeben. „Die Eilanträge auf Abschiebeschutz laufen noch, ebenso das Asylverfahren der jüngsten Tochter“, berichtet der Rechtsanwalt.

Was den Fall der Familie R. so kompliziert macht, sind die unterschiedlichen Zuständigkeiten der Behörden. Herr R. hat als Kind in Hirrlingen gelebt. Deshalb war für ihn das Landratsamt Tübingen zuständig, als er mit seiner schwangeren Frau und den vier Kindern im September nach Deutschland kam und Asyl beantragte. Er kam in Übergangswohnheime in Weilheim und Mössingen, seine Frau und die Kinder dagegen wurden ins sächsische Plauen gebracht. Dass Herr R. seine Familie besuchte, war unerwünscht. Er bekam dort weder Verpflegung noch Taschengeld. Trotzdem war er seit Weihnachten ständig in Plauen. Martin Fink vom Bündnis gegen Abschiebehaft hatte telefonisch weiter Kontakt mit ihm. „In der letzten Zeit ist er psychisch sehr angegriffen. Manchmal redet er auch wirres Zeug, das sich widerspricht“, berichtet Fink.

Das Bündnis sammelt nun Geld für die Familie, die nach ihrer Rückkehr vor dem Nichts stehen wird. „Wir können in Mazedonien auf keinen Fall bleiben“, sagt R. „Ich muss versuchen, zu meinem Bruder nach Griechenland zu kommen.“ Er behauptet, dass Rückkehrer, die Mazedonien länger als drei Monate verlassen haben, an der Grenze eine Strafe zahlen müssten. Pro Person und überschrittenem Tag 15 Euro. Wer kein Geld habe, müsse ins Gefängnis.

Mit der Rückkehr der Familien erübrigt sich auch das Engagement von Boris Palmer. Der OB hatte Anfang Januar Betroffene und Unterstützer empfangen. Palmer wies damals darauf hin, dass er offiziell nichts für die Familien tun könne. Er versprach, an Baden-Württembergs Innenminister Heribert Rech (CDU) zu schreiben und ihn zu bitten, den Sachverhalt erneut zu prüfen. „Jetzt haben mich die Ereignisse überholt“, bedauert der OB. Den Brief an Rech wolle er trotzdem schreiben, er müsse ihn eben „an die neu geschaffenen Fakten anpassen“.

05.02.2011 - 15:30 Uhr | geändert: 05.02.2011 - 23:55 Uhr

http://www.tagblatt.de/Home/nachrichten/tuebingen_artikel,-Roma-reisen-%E2%80%9Efreiwillig%E2%80%9C-nach-Mazedonien-aus- arid,124432.html

Rejected asylum-seekers attack media on return to Macedonia

A group of 60 Macedonians who returned from Germany after being denied asylum tried to attack and verbally abused journalists covering their arrival at Skopje airport Thursday, police said.

"When they came out from the airport building, they started to verbally abuse journalists and tried to break their cameras and hit reporters," police spokesman Ivo Kotevski told reporters.

It was unclear why the group attacked the journalists, but Kotevski said police were investigating the case to see whether there are grounds for possible criminal charges.

The group -- 59 ethnic Albanians and one Roma -- were sent back to Skopje earlier Thursday after their request for asylum in Germany was found to be baseless.

Among the group were 12 women and 36 children, Kotevski said.

Since the EU abolished the visa-requirement system for Serbia, Macedonia and Montenegro in December 2009, some EU member states, notably Sweden, Belgium and Germany, have seen an increase of asylum-seekers from those countries, mostly Roma and Albanians.

The European Commission has warned Serbia and Macedonia they could lose visa-free travel privileges if they do not stop the influx.

This was the second case of organised return of rejected asylum-seekers from Germany, after one 36 people in December.

In December, the EU extended visa-free travel rights to Albania and Bosnia but with a tight monitoring system and the possibility of suspending the privilege in case of abuses.

© 2010 AFP

http://www.expatica.com/de/news/german-news/rejected-asylum-seekers-attack-media-on-return-to-macedonia_129195.html

Luxembourg

Immigration et asile: le Luxembourg, un pays "attractif"

01/02/2011 13:31:00



Le Grand-Duché connaît une recrudescence du nombre de demandeurs d'asile, provenant notamment de la Serbie (Photo: archives lq)

Le Luxembourg est confronté à davantage de demandeurs d'asile. Au mois de janvier, ils étaient près de 123 à demander à être admis sur le territoire luxembourgeois. C'est ce qu'a indiqué mardi matin le ministre du Travail et de l'Immigration Nicolas Schmit lors d'une conférence de presse.

Le Grand-Duché connaît une recrudescence du nombre de demandeurs d'asile, provenant notamment de la Serbie. Comme le souligne Nicolas Schmit, le Luxembourg reste « attractif et positif ».

Parmi les 123 demandeurs, il y avait 38 provenant de la Serbie, dont majoritairement des « Roms sédentaires », et 13 provenant du Kosovo. En 2010, ils étaient 786 à demander accès au Grand-Duché, dont 162 Kosovars et 148 Serbes. Force est de constater que le nombre de demandeurs du mois de janvier 2011 équivaut à quasi un quart de demandeurs observés pour toute l'année 2009 (505 demandeurs). Le ministre du Travail et de l'Immigration se dit inquiet face à cette évolution. De fait, d'après lui ces demandes du mois de janvier « dépassent les capacités administratives », ce qui entrave les procédures rapides, sachant que pour l'année 2010 83 personnes ont obtenu un statut de réfugié.

Autre constat : les cas "Dublin", à savoir des immigrants venus essentiellement de la Grèce, auxquels le Grand-Duché doit également faire face. « Un sujet important », comme le définit le ministre.

Notons que le règlement européen, baptisé "Dublin", stipule que toute demande d'asile se doit d'être examinée dans le premier pays d'accueil de l'Union européenne et prévoit donc le transfert d'un demandeur d'asile vers cet État membre. Le Luxembourg a dans ce contexte décidé de ne renvoyer aucun des migrants ayant effectué un premier passage en Grèce, compte tenu de la situation toujours insatisfaisante dans le domaine de l'asile dans ce pays.

Retours et rétention

En ce qui concerne le rapatriement, 202 personnes ont été éloignées en 2010, dont 103 assistées par l'OIM (Organisation internationale pour les migrations). En d'autres termes, 103 personnes sont parties volontairement. Les rapatriements se sont essentiellement déroulés au Kosovo (89 cas) et au Brésil (14 cas).

Pour ce qui est du nombre des personnes en rétention, celui-ci s'élève à 175, dont 69 cas "Dublin". Parmi les 106 personnes à éloigner vers leur pays d'origine, seules 36 ont finalement été rapatriées. Or, le Grand-Duché se trouve actuellement confronté à des personnes en rétention provenant de l'Algérie. Un cas qui s'avère être difficile, vu l'absence d'accord de réadmission entre l'Union européenne et l'Algérie. Cela étant dit, « la rétention devient aujourd'hui une exception et non une règle », a précisé Nicolas Schmit en saluant l'ouverture du Centre de rétention prévu en juin.

Immigration

Enfin, le Grand-Duché enregistre pour l'année 2010 6.945 titres de séjours et 1.684 autorisations de séjour temporaire. Un chiffre d'immigrants décroissant par rapport à 2009, qui comptait alors 8.111 titres de séjours et 1.326 autorisations de séjour temporaire.

lequotidien.lu

<http://www.lequotidien.lu/le-pays/19598.html>

Wohin mit den Asylbewerbern?

Vor neuer Flüchtlingswelle

Luxemburger Behörden haben ein alt-neues Problem: Man weiß nicht, wo die Menschen untergebracht werden sollen.



Foto: AP

In Italien Trafen vergangene Woche mehr als 5000 Flüchtlinge aus Tunesien ein - in Luxemburg stieg die Zahl der Asylbewerber aus Serbien.

(FeMo) – Auch in Luxemburg stieg die Zahl der Menschen, die Asyl beantragen, in den vergangenen Wochen wieder deutlich an. Familienministerin Marie-Josée Jacobs spricht von 120 Asylbewerbern in nur einem Monat. Es handelt sich vor allem um aus Serbien stammende Roma.

Mehr Asylanträge stellen die Luxemburger Behörden aber auch vor alt-neue Probleme: Man weiß nicht, wo die Menschen untergebracht werden sollen. Die bestehenden Auffangstrukturen sind derzeit belegt – und zum Teil schon überbelegt.

Asti: Lamentieren hilft nichts

Kritik an der Politik übt an diesem Mittwoch die Asti. Die „Association de soutien aux travailleurs étrangers“ fordert die Regierung dazu auf, Verantwortung zu übernehmen und nicht nur über

Bürgermeister zu lamentieren: Die meisten Kommunen reagierten nämlich nicht auf die Aufforderung des Familienministeriums, Unterkünfte für Flüchtlinge und Asylbewerber bereitzustellen.

Die Asti führt als Beispiel die Schweiz ins Feld. Dort wurden die einzelnen Kantone dazu verpflichtet, Asylbewerber aufzunehmen – die Berechnung erfolgt im Verhältnis zur Einwohnerzahl. „Dies ist ein gerechterer und schnellerer Weg, um Unterkünfte zu finden“, schreibt die Vereinigung am Mittwoch in einem Communiqué.

<http://www.wort.lu/wort/web/letzebuerg/artikel/2011/02/141893/vor-neuer-fluechtlingsswelle.php>

Suède/Sweden

Kalmar län

Invandrare välkomna om de kommer från rätt land

Publicerat: tisdag 15 februari kl 11:57 , [Dela](#)
, [6 gillar](#)



Mamer Useinoski i röd jacka med fru och vänner. Foto: Glenn Möllergren/Sveriges Radio.

Alla kommuner i länet satsar pengar på att få holländare att flytta hit. Samtidigt utvisas minst två tredjedelar av de asylsökande som kommer till Sverige.

”De har i alla fall ett drägligt liv hemma”Mamer Useinoski : **”De har i alla fall ett drägligt liv hemma”** (1:21)

Alla kommuner i länet satsar pengar på att få holländare att flytta hit. Samtidigt utvisas minst två tredjedelar av de asylsökande som kommer till Sverige. Att politikerna är så angelägna om att få hit holländare, men inte vill att till exempel romer från Balkan ska få bo här, det är märkligt, säger Mamer Useinoski om är asylsökande från Makedonien. Reporter: Glenn Möllergren, P4 Kalmar. (2011-02-15)

Att politikerna är så angelägna om att få hit holländare, men inte vill att till exempel romer från Balkan ska få bo här, det är märkligt, säger Mamer Useinoski om är asylsökande från Makedonien.

– Holländare är ju invandrare liksom vi, men de har i alla fall ett drägligt liv i sitt hemland, säger Mamer Useinoski.

Han är rom från Makedonien och har i femton år bott i

Liten chans att få stanna

Serbien med sin familj. Nu har han flyttat med fru och barn till migrationsverkets nya asylboende i Oskarshamn och väntar på beslut om uppehållstillstånd. Chansen att de får det är mycket liten och om bara några månader lär de vara på väg tillbaka.

Samtidigt försöker många kommuner locka andra invandrare hit. Då handlar det om holländare.

Holländare är välkomna

Oskarshamn, där familjen Useinoskis asylboende finns, liksom alla de andra kommunerna i länet, satsar på att varje år finnas med på emigrantmässan i Holland.

Där på mässan försöker man locka holländare att flytta till svenska kommuner som har problem med att medborgarna blir allt färre och allt äldre.

Och Mamer Useinoski blir uppriktigt förvånad över att höra det här, att medan de själva med stor sannolikhet kommer att skickas tillbaka till Serbien, så försöker kommunerna i länet med alla medel locka till sig invandrare från annat håll.

<http://sverigesradio.se/sida/artikel.aspx?programid=86&artikel=4351055>

Summary: Sweden tries to attract Dutch immigrants, but the Roma are expelled.

Suisse/Switzerland

01. février 2011 - 18:19

La Suisse décourage les Roms de Serbie



Une famille de Roms dans un camp en Serbie. (Keystone)

Par Nicole della Pietra, swissinfo.ch

Des rumeurs sur de prétendus permis d'établissement suisses pour les Roms ont provoqué un véritable appel d'air. L'an dernier, le nombre de requérants d'asile de cette ethnie en provenance de Serbie a augmenté de manière exponentielle. Mais la Confédération a pris des mesures pour inverser la tendance.

En 2010, environ 70% des 910 demandes d'asile déposées par des ressortissants serbes en Suisse émanaient de Roms. Depuis 2009, le nombre de ces requérants a bondi de 58% en Suisse.

Une inflation qui s'explique notamment par la décision des pays de l'espace Schengen de lever l'exigence de visa pour la Serbie, le Monténégro et la Macédoine, entrée en vigueur en décembre 2009.

Mais aussi par un phénomène plus inattendu, comme l'explique Marie Avet, porte-parole de l'Office fédéral des migrations (ODM) à swissinfo.ch: « Nous avons constaté que des rumeurs, répandues par des passeurs, circulaient en Serbie, des rumeurs selon lesquelles la Suisse octroyait des permis de séjour aux ressortissants roms qui en faisaient la demande».

Les conséquences de la levée des visas conjuguée à ces informations mensongères ne se sont pas faites attendre. Pour les seuls mois de mars et d'avril 2010, quelque 300 ressortissants roms de Serbie ont déposé une demande d'asile en Suisse, fait savoir l'ODM, tout en précisant que l'afflux était principalement concentré sur cette période. La plupart de ces candidats à l'asile arrivent dans la Confédération en transitant par les frontières nord-est du pays.

Réduction drastique

Mais depuis, la situation s'est normalisée, précise-t-on encore à l'ODM. Notamment en raison

de la baisse drastique du montant de l'aide au retour allouée aux Roms prêts à prendre le chemin du retour. Le pécule de 400 francs remis jusqu'ici à ces requérants d'accord de quitter la Suisse est passé à 100 francs, soit une réduction de 75%.

«Cela décourage les éventuels touristes de l'aide au retour», admet Marie Avet. Une mesure également approuvée par la vice-présidente de la Conférence des directeurs cantonaux de Justice et Police, Karin Keller-Sutter, qui a déclaré dans les colonnes du journal hebdomadaire NZZ am Sonntag que l'afflux de requérants roms de Serbie allait «certainement baisser».

Misère et exils

Pendant la guerre des Balkans, la province serbe de Voïvodine est devenue la terre d'accueil de nombreux réfugiés et déplacés internes en provenance de toute l'ex-Yougoslavie. Des dizaines de milliers de Roms en provenance du Kosovo y ont trouvé refuge.

Aujourd'hui, les conditions de vie sur place se sont sensiblement détériorées et la qualité de vie y est parmi les plus miséreuses de toute l'Europe. L'espérance de vie de cette population est comparable à celle de certaines populations d'Afrique et d'Asie.

Le taux de chômage est extrêmement élevé et presque aucun habitant de ces bidonvilles ne peut compter sur un emploi fixe. Ce sont ces conditions d'extrême pauvreté qui poussent les Roms à quitter les Balkans pour l'Europe occidentale.

«Safe country»

Des conditions de vie et des persécutions que plusieurs organisations d'entraide et d'ONG n'ont cessé de dénoncer. C'est le cas d'Amnesty International Suisse (AI), qui qualifie leurs conditions de vie de «misérables».

Magdalena Urrejola, coordinatrice de la campagne contre la discrimination, rappelle qu'en Serbie notamment, «les minorités roms sont régulièrement victimes d'attaques racistes et d'évacuation forcées des camps dans lesquels ils vivent. Leurs enfants n'ont pratiquement pas accès à la scolarité et le taux de chômage est extrêmement élevé au sein de cette population», dit-elle.

Et même si l'ODM affirme examiner individuellement chaque demande, Marie Avet admet que les chances des demandeurs roms de Serbie de rester en Suisse et d'y obtenir l'asile «sont quasiment inexistantes, leurs motivations étant purement économiques».

De fait, la Suisse considère la Serbie comme un pays sûr (*safe country*). «Notre excellente collaboration avec les autorités serbes nous a facilité le renvoi de ces personnes chez elles», précise Marie Avet en faisant référence à l'accord de réadmission cosigné par la Suisse et la Serbie en juin 2009.

Une pratique critiquée par Amnesty International Suisse, comme le souligne Magdalena Urrejola: «Nous sommes opposés à ces renvois, puisqu'ils replacent ces gens dans les mêmes conditions de misère et de discrimination et n'aident en rien à résoudre le problème».

Nicole della Pietra, swissinfo.ch

contexte

En 2010, **910 des 15.567** demandes d'asile déposées en Suisse provenaient de ressortissants Serbes.

Les **70% d'entre eux sont des Roms** du Kosovo, qui avaient trouvé refuge en Serbie pendant la guerre d'ex-Yougoslavie.

Les requérants serbes occupent la **troisième place** après les Nigériens, les Erythréens et les Sri Lankais.

Ils devancent notamment, les **Afghans**, les Irakiens et les Géorgiens.

Pour décourager d'éventuels nouveaux arrivants, la Confédération a décidé de **réduire l'aide aux retour** allouée aux requérants déboutés de trois quart.

Le montant est ainsi passé de 400 à 100 francs par personne. La somme leur est remise en espèces au moment du départ.

Un accord de réadmission, co-signé en juin 2009 par la Suisse et la Serbie facilite le renvoi des requérants déboutés chez eux.

Plusieurs organisations d'entraide, dont l'EPER (Entraide protestante suisse), financent des **programmes d'intégration et de scolarisation** des Roms dans les Balkans

http://www.swissinfo.ch/fre/politique_suisse/La_Suisse_decourage_les_Roms_de_Serbie.html?theView=print&view=popup&cid=29393902

Rückkehr in die Heimat Kosovo mit Schweizer Hilfe



Die Menschen stehen Schlange für ein Visa vor der Schweizer Botschaft in Pristina. (swissinfo)

Vor fast 12 Jahren ging der Kosovo-Krieg zu Ende. Vor drei Jahren wurde die Unabhängigkeit des kleinen Balkanlandes ausgerufen. Und dennoch suchen noch immer viele Menschen aus dem Kosovo Asyl in der Schweiz.

Kosovarinnen und Kosovaren, deren Asylgesuch abgelehnt wurde, erhalten von der Schweiz eine Rückkehrhilfe. Das Programm soll den Menschen die Heimkehr erleichtern und sie beim Neustart unterstützen.

2010 hatten 602 Albaner, Roma und Serben aus dem Kosovo in der Schweiz einen Asylantrag gestellt. Die meisten waren auf illegalem Weg in die Schweiz gekommen.

Grégoire Crettaz ist Migrations-Attaché auf der Schweizer Botschaft in Kosovos Hauptstadt Pristina. Seine Aufgabe ist es, abzuklären, ob die Informationen der Asylsuchenden der Wahrheit entsprechen, ob sie tatsächlich Opfer von Bedrohungen oder Einschüchterungen waren, ob sie sozial ausgeschlossen waren. Und ob sie daher die Anforderungen erfüllen, um als Flüchtlinge anerkannt zu werden.

"Es kommt teilweise zu Fehden zwischen Familien. Zum Beispiel kann es sein, dass jemand bei einem Streit umgebracht wurde und die andere Familie danach bedroht wird. Es ist meine Aufgabe, abzuklären, ob die Angaben wahr sind", erklärt Crettaz im Gespräch mit swissinfo.ch.

Crettaz reist für seine Abklärungen durchs Land, spricht mit den Familien der betroffenen Asylsuchenden, mit deren Nachbarn und den lokalen Behörden. "Fälle, bei denen es um Drohungen geht, sind schwierig abzuklären", räumt er ein.

Sozialer Ausschluss

Crettaz untersuchte auch schon Fälle, in denen beispielsweise junge Frauen von ihren Familien verstossen wurden, da sie ohne die Zustimmung der Familie geheiratet hatten.

"Für eine Frau ohne Ausbildung, die allein zurückkehren muss und nicht mit der Unterstützung von Familie oder Staat rechnen kann, könnte das

Leben hier sehr schwierig werden. Bei solchen Fällen müssen wir sehr vorsichtig sein", erläutert Crettaz.

Wenn jemand die Kriterien zur Gewährung von Asyl nicht erfüllt, man aber davon ausgeht, dass er oder sie bei einer Rückkehr gefährdet wäre, kann eine vorläufige Aufnahme beschlossen werden. Die Person erhält dann auch Unterstützung vom Schweizer Staat.

Die Mehrheit der Asylgesuche aus dem Kosovo wird jedoch abgelehnt, die Gesuchsteller können sich danach für eine Teilnahme an einem freiwilligen Rückkehrprogramm anmelden. Andernfalls droht ihnen die zwangsweise Ausschaffung, wobei dies nach Angaben der Schweizer Behörden die weniger effiziente und teurere Variante ist.



Burin Dangi erhielt eine Starthilfe, um nach seiner Rückkehr ein Musikgeschäft zu eröffnen. (swissinfo)

Nachhaltige Reintegration

Um die Repatriierungen kümmert sich die Internationale Organisation für Migration (IOM), die Beratungen, Transport und Empfang am Zielort organisiert. Sheremet Kukai, im Kosovo für den IOM-Einsatz zuständig, hat swissinfo.ch mit zwei in der Schweiz abgewiesenen Asylsuchenden in Kontakt gebracht, die es dank der Rückkehrhilfe geschafft haben, ein erfolgreiches Geschäft aufzubauen.

Einer dieser Rückkehrer war der Saxophonist Burim Danqi, den wir trafen, als er in einem kalten leeren Restaurant für seinen Auftritt am Abend probte.

Die Kosten für sein funkelnd neues Mischpult, für Mikrofon und Lautsprecher hatte die Schweiz übernommen, um ihm so nach der Rückkehr in die Heimat beim Start in den beruflichen Alltag zu helfen.

Danqi gehört zur ethnischen Minderheit der Ashkali. Er war 2008 in die Schweiz gekommen, wo er einen Asylantrag stellte. Er konnte zwar gelegentlich als Musiker arbeiten, vermisste aber seine Frau und die drei Kinder, die er im Kosovo zurückgelassen hatte.

Als er von Rückkehrhilfe-Programm des Bundesamts für Migration erfuhr, entschloss er sich, nach Hause zurückzukehren.

"Ich bereue nicht, dass ich zurückgekommen bin, aber das Leben in der Schweiz hatte mir sehr gut gefallen. Ich spielte in einem Restaurant in Aarau und erhielt dafür immer gutes Trinkgeld. Das Leben im Kosovo ist klar härter", erklärt Danqi.

Unterstützung bei Arbeitssuche

Die Schweiz finanziert im Rahmen des Arbeitsvermittlungsprogramms EAS (Employment Assistance Programme) der IOM Massnahmen, mit denen nicht nur die wirtschaftlichen Aussichten der Rückkehrer, sondern auch der aufnehmenden Gesellschaften verbessert werden sollen.

Besonderes Augenmerk wird dabei auf verletzte Personen oder Gruppen wie die ethnische Minderheit der Ashkali gelegt, die sich noch immer oft mit Schikanen konfrontiert sehen.

Danqi erhielt eine allgemeine Rückkehrhilfe von 2000 Franken. Dazu kamen 3000 Franken (Mietkosten für ein Jahr) sowie eine Start-up-Zulage von 3229 Franken, damit er sich beruflich selbstständig machen konnte.

Dank seiner neuen Ausrüstung ist es Danqi gelungen, in der Gemeinde von Lipjan regelmässig Arbeit zu finden. Eine beachtliche Leistung in einem Land, in dem die Hälfte der Bevölkerung arbeitslos ist.

Shaban Sejdiu arbeitet in seiner Garage in Lipjan, in der er nach seiner Rückkehr ebenfalls dank Hilfe des EAS-Programms eine Beteiligung hatte erwerben können. Der Automechaniker hatte bei der Rückkehr aus der Schweiz finanzielle Unterstützung in ähnlichem Umfang wie Danqi erhalten.

Das Geld brauchte er, um die Kriegsschäden an seinem Haus zu reparieren und für eine Beteiligung an der Garage. Diese hat heute regelmässige Aufträge. Diese bringen im Durchschnitt pro Monat etwa 400 Euro (etwa 520 Franken) ein, die Sejdiu und sein Geschäftspartner sich teilen. Sie kommen damit in etwa auf den Durchschnittslohn von 200 Euro pro Monat im Kosovo.

"Wir kommen damit gerade knapp über die Runden. Ich bessere mein Einkommen etwas auf, indem ich daneben auf Baustellen arbeite", sagt Sejdiu.

Die IOM stuft das Arbeitsvermittlungs-Programm als erfolgreich ein. Alle, die in das Programm eingebunden waren, konnten bei der Suche nach

Arbeit unterstützt werden. Dennoch trägt es wenig dazu bei, den Trend der Kosovaren zu stoppen, die in die Schweiz wollen.

Visums-Restriktionen

Jeden Tag, wenn er zur Arbeit kommt, muss Crettaz schon früh am Morgen an Dutzenden von Leuten vorbei, die ausserhalb der Schweizer Botschaft Schlange stehen, weil sie ein Visum beantragen wollen.

"Seit der Unabhängigkeitserklärung vor drei Jahren ist die Zahl der Menschen, die Kosovo verlassen wollen, nicht gesunken", erklärt Crettaz.

Das ist auch nicht überraschend, wenn man bedenkt, dass sich seit 2008 kaum etwas verändert hat. Noch immer gehört das Land, in dem rund zwei Millionen Menschen leben, zu den ärmsten Staaten Europas. Arbeitsstellen sind Mangelware, Löhne tief und Lebenshaltungskosten vergleichsweise hoch.

Im vergangenen Jahr wurden etwa 15'000 Visa für Reisen in die Schweiz ausgestellt. Ob die Visumpflicht für Reisen in den Schengenraum früher oder später aufgehoben wird, ist offen. Kosovo ist das letzte Land auf dem Gebiet des ehemaligen Jugoslawiens, für welches die Visumpflicht für den Schengenraum noch nicht aufgehoben wurde.

Würde die Visumpflicht aufgehoben, so schätzen Migrationsfachleute, würden noch mehr Menschen ihren neuen Staat Kosovo verlassen, um zu ihren Grossfamilien in der Schweiz zu ziehen, wo heute schon etwa 170'000 Kosovarinnen und Kosovaren leben.

Julie Hunt, swissinfo.ch

Kosovo

(Übertragung aus dem Englischen: Rita Emch)

http://www.swissinfo.ch/ger/specials/kosovo/Rueckkehr_in_die_Heimat_Kosovo_mit_Schweizer_Hilfe.html?cid=29546900

Balkans

Monténégro : un incendie a ravagé le camp de réfugiés roms de Podgorica

Traduit par Persa Aligrudić

Sur la Toile :

Mise en ligne : mercredi 9 février 2011

Lundi, un incendie a détruit le « camp I » de Vrela Ribicka, à Konik, dans les faubourgs de Podgorica. Une centaine de personnes sont aujourd'hui sans abri. Hommes, femmes et enfants ont dû passer la nuit dehors faute de prise en charge par les autorités compétentes.



Lundi 7 février, un incendie a ravagé le « camp I » de Vrela Ribicka, à Konik, un quartier des faubourgs de Podgorica. Bien que l'Association pour les réfugiés ait promis de trouver des logements pour les 17 familles dont les baraques ont été dévastées par le feu, les sinistrés ont dû passer la nuit dehors.

Près d'une centaine de personnes n'ont plus de toit et ont dû dormir à la belle étoile, en allumant des feux pour se réchauffer à cause du froid. Le plus difficile, comme le raconte Danijel Misinović dont la baraque a brûlé, c'est pour les enfants et les nourrissons qui ont dû dormir dans les camionnettes.

« On nous avait promis de nous loger mais ni l'Association pour les réfugiés, ni le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), ni la Croix Rouge n'ont tenu leurs promesses. Il valait mieux pour nous de dormir dehors plutôt que dans les lieux qu'on nous a proposés qui étaient sales et pleins de rats », raconte Danijel Misinović.

Presque tout ce que les gens avaient acquis pendant les 12 années passées dans ce camp a brûlé : argent, documents, etc. Il ne leur reste que les vêtements qu'ils portaient et le peu qu'ils ont pu sauver des flammes.

« Mardi soir les médecins ne sont même pas venus les voir et constater s'il y avait ou non des malades. Les adultes peuvent supporter le froid, mais pas les bébés et nous craignons qu'ils n'aient attrapé quelque maladie contagieuse à cause des fumées et de l'humidité », se désole Ramiz Krasnići.

Le président des Roms déplacés à Podgorica, Ramoci Husni, a prié les autorités de venir en aide aux familles sinistrées qui n'ont plus rien à manger.

Une petite fille d'un an a été brûlée au visage et est actuellement hospitalisée.

<http://balkans.courriers.info/article16863.html>

Serbia: Ten years after displacement, returns remain stalled but integration prospects improving

In 2008 Kosovo adopted a unilateral declaration of independence (UDI) from Serbia. The United Nations General Assembly subsequently referred the UDI to the International Court of Justice, which issued a July 2010 advisory opinion affirming that it was “in accordance with international law.” As of November 2010, 72 countries had recognised Kosovo. Serbia has not recognised Kosovo, continuing to regard it as a United Nations-governed entity within its sovereign territory. For the purpose of this overview, references to the situation in “Serbia” since 2008 do not include Kosovo.

In 1999, over 245,000 members of local minorities fled from or within Kosovo in fear of reprisals from the majority Albanian population after NATO air strikes forced the withdrawal of Yugoslav troops and ended years of oppression of ethnic Albanians.

As of December 2010, there were an estimated 230,000 internally displaced people (IDPs) from Kosovo within Serbia, including an estimated 20,000 displaced Roma people who were never registered as displaced. In addition, 19,000 people remain displaced within Kosovo. The most vulnerable IDPs are Roma people, who tend to lack documentation and frequently endure extreme poverty in squalid informal settlements. (...)

See : [http://www.internal-displacement.org/8025708F004CE90B/\(httpCountrySummaries\)/7938184B7275B835C12577FA003DB3BA?OpenDocument&count=10000](http://www.internal-displacement.org/8025708F004CE90B/(httpCountrySummaries)/7938184B7275B835C12577FA003DB3BA?OpenDocument&count=10000)